

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS LEASE GROUP

Société Anonyme au capital de 285 079 248 Euros
Siège social : 12 Rue du Port - 92000 Nanterre
632 017 513 R.C.S Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 23 mai 2018

I. — Bilans comparés 2017-2016

(En milliers d'euros)

Actif	2017	2016
Caisse, banques centrales, CCP	104 289	154 729
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	514 205	783 924
Opérations avec la clientèle	2 118 702	1 751 350
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	53 637	55 976
Parts dans les entreprises liées	313 778	318 040
Crédit-bail et location avec option d'achat	1 376 748	1 096 675
Location simple	2 657 661	2 690 020
Immobilisations incorporelles	13 614	16 699
Immobilisations corporelles	9 191	8 430
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	177 114	185 654
Comptes de régularisation	123 236	88 415
Total de l'actif	7 462 175	7 149 912
Passif	2017	2016
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 754 884	1 856 377
Opérations avec la clientèle	4 668 095	4 261 302
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passifs	160 512	214 791
Comptes de régularisation	306 116	277 413
Provisions pour risques et charges	79 155	35 084
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	483 413	494 945
Capital souscrit	285 079	285 079
Primes d'émission	0	0
Réserves	35 499	35 499
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	44	2 265
Report à nouveau	162	39
Résultat de l'exercice	162 628	172 062
Acompte sur dividendes	0	0
Total du passif	7 462 175	7 149 912
	2017	2016
Engagements donnés	673 958	764 492
Engagements de financement	655 685	737 657
Engagements de garantie	800	5 840
Engagements sur titres	0	0
Produits dérivés	17 473	20 995
Engagements reçus	807 484	583 955
Engagements de financement	131 700	159 050
Engagements de garantie	675 784	424 905
Engagements sur titres	0	0

II. — Comptes de résultat comparés 2017-2016

En milliers d'euros	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	58 893	62 335
Intérêts et charges assimilés	-51 527	-65 817
Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	661 695	580 011
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-557 631	-455 941
Produits sur opérations de locations simples	1 415 957	1 507 019
Charges sur opérations de locations simples	-1 246 282	-1 333 335
Revenus des titres à revenu variable	88 403	81 347
Commissions (produits)	13 788	12 178
Commissions (charges)	-1 216	-1 158
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-35	-66
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	164 208	151 948
Autres charges d'exploitation bancaire	-63 098	-20 904
Produit net bancaire	483 156	517 618
Charges générales d'exploitation	-305 599	-285 653
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-9 351	-9 912
Résultat brut d'exploitation	168 205	222 054
Coût du risque sur opérations de crédit	-5 095	-2 853
Résultat d'exploitation	163 110	219 201
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10 103	-1 783
Résultat courant avant impôt	173 212	217 418
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-12 805	-47 912
Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	2 221	2 555
Résultat net	162 628	172 062

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 162.628.274,58 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	162.628.274,58 €
Dotation à la réserve spéciale provenant de la Provision pour investissement libérée	0,00 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	162.429,08 €
Formant un résultat distribuable	162.790.703,66 €
Pour une distribution de dividendes (9,13 € par action X 17.817.453 actions)	162.673.345,89 €
Solde au report à nouveau	117.357,77 €

Enfin, il vous est rappelé également le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices :

	2014	2015	2016
Dividende distribué	8,26	6,25	9,65

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

IV. — Annexe aux comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

I. Faits marquants de l'exercice

A la demande du partenaire, la société BNP PARIBAS LEASE GROUP SA a cédé, en juillet 2017, 267 452 actions (9,11%) de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS à la société coactionnaire CLAAS KGAA (Allemagne) pour le prix de 13 684 milliers d'euros. Ainsi le partenaire atteint le pourcentage de détention de 49% dans la JV CFS. La plus-value non imposable constatée dans les comptes de BPLG SA est de 9 619 milliers d'euros.

En Juin 2016, BPLG S.A. s'était portée acquéreur de 5% des titres (SIFL) pour un montant de 21 690 milliers d'euros. Au 31 Décembre 2017, BPLG S.A. a cédé 2 706 440 titres (soit 10,75%) pour une valeur de 3 542 milliers d'euros. La plus-value comptabilisée sur cette opération est de 1 208 milliers d'euros. Cette plus-value a donné lieu au versement d'une prime contractuelle de 637 milliers d'euros à nos anciens associés. A l'issue de l'opération de cession, le solde de la provision pour couvrir cette prime est de 5 301 milliers d'euros.

II. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles quelles sont prévues dans le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des

dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie ;
- une succursale en Espagne ;
- une succursale en Allemagne ;
- une succursale au Portugal.

Leur activité est identique à celle de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA. Leurs comptes au 31 décembre 2017, intégrés dans les comptes de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A. Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

B. Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C. Opérations avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe C « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ». Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

D. Titres

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction,

titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2017.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable » ou des « obligations et autres titres à revenu fixe ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2017.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2017.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2017.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles BNP PARIBAS LEASE GROUP SA dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

E. Crédit bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part ;
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements ;
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales ;
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ;
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes F et G « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée ;
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

F. Immobilisations**a) Immobilisations incorporelles**

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 3 ans) sans excéder 5 ans.

b) Immobilisations corporelles**Constructions :**

Les immobilisations corporelles de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont constituées en totalité de biens immobiliers utilisés pour les besoins de son exploitation. Ces biens sont durablement destinés à concourir aux activités de l'entreprise.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application, depuis le 1er janvier 2005, des règlements suivants :

- le règlement 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) qui porte sur l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles précisé par le CRC 2003-07 ;
- le règlement 2004-06 du CRC qui porte sur la définition des actifs et qui définit les éléments qui peuvent ou doivent être incorporés dans le coût d'acquisition d'un actif.

La méthode d'évaluation retenue est la méthode rétrospective. Les principales options choisies ont été :

- immobilisation des coûts d'acquisition et affectation de ces coûts au composant gros œuvre ;
- incorporation au composant gros œuvre des frais financiers supportés lors de la construction et directement affectable à celle-ci ;
- de retenir une valeur résiduelle nulle pour tous les composants des immeubles.

Les immeubles ont donné lieu à une décomposition déterminée à partir d'une analyse historique des immeubles en stock et permettant de définir les composants suivants :

- gros œuvre ;
- façade ;
- installations générales et techniques (IGT) ;
- agencements.

Pour chaque composant des immeubles, il a été défini une durée d'amortissement selon le type d'immeuble. Les biens sont amortis suivant le mode linéaire sur leurs durées probables d'utilisation, en application de la matrice suivante :

Composants	Durée	Quote-part
------------	-------	------------

Gros œuvre	60 ans	50%
Façade	30 ans	15%
IGT	20 ans	20%
Agencements	10 ans	15%

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel :	5 ans ;
- mobilier :	10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G. Provisions

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration.

Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés

Les dispositions de la recommandation n°2003-R.01 du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (selon des hypothèses actuarielles), ont été appliquées en 2005. Elles s'attachent à harmoniser les méthodes de calcul utilisées pour déterminer les provisions constituées dans les comptes sociaux.

Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel BNP PARIBAS LEASE GROUP SA sont classées en quatre catégories :

- Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation et l'abondement ;
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

a) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP PARIBAS LEASE GROUP SA du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

b) Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

c) Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernées les rémunérations versées en numéraire et différées en plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent.

d) Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP PARIBAS LEASE GROUP SA est tenu ou pas par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit

projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels.

Jusqu'au 31 décembre 2012, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ses engagements.

Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

À compter du 1er janvier 2013, BNP PARIBAS LEASE GROUP SA applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » est abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Elles se traduisent, au 31 décembre 2017, par la constitution de :

- Provision Retraite : 6 924 milliers d'euros ;
- Provision autres avantages à long terme : 4 564 milliers d'euros ;
- Provision comptes épargne temps : 3 879 milliers d'euros.

H. Impôts différés

Depuis l'arrêté du 31 décembre 2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2017, l'impact de la charge différée est comptabilisée au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à -7 198 milliers d'euros. Cette charge d'impôt différée tient compte du changement de taux d'impôt progressif instauré par la Loi de Finances 2018. Par conséquent, les différences temporelles et les déficits en stocks au 31 décembre 2017 sont valorisés en fonction de leur taux à date de retournement prévus.

Ce taux va diminuer progressivement du 1er janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25 % (soit 25,83% avec la contribution additionnelle de 3,3%).

I. Produit net bancaire

a) Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis au prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL).

Les produits sur opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c) Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J. Charges générales d'exploitation

L'accord d'intéressement, signé le 30 juin 2017 entre la direction BNP PARIBAS LEASE GROUP SA et les partenaires sociaux, a donné lieu en 2017 à une provision à hauteur de 6 303 milliers d'euros et la participation a été provisionnée à hauteur de 3 425 milliers d'euros.

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 9 086 milliers d'euros en 2017 contre 11 654 milliers d'euros en 2016 (dont 4 020 milliers d'euros pour les succursales en 2017).

A) Opérations en devises

Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2017 sont présentés ci-après :

En milliers d'euros

Actifs	France	Succursales	Total 2017
Créances sur les établissements de crédit	0	144	144
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturage	0	37 924	37 924
Autres actifs	0	60	60
Passif	France	Succursales	Total 2017
Dettes envers les établissements de crédit	0	32 453	32 453
Dettes envers la clientèle	0	4 993	4 993
Autres passifs	0	615	615
Comptes de régularisation	0	67	67

B) Caisse, banques centrales, CCP

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Caisse	0	8	8	7
Banques centrales (1)	0	104 281	104 281	154 722
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	104 289	104 289	154 729

(1) Il s'agit principalement des dépôts auprès de la banque d'Espagne afin de constituer le HQLA nécessaire au Liquidity Coverage Ratio pour un montant de 100 493 k€ au 31/12/2017 vs 150 929 k€ au 31/12/2016.

C) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros

	France	Succursales	2017	2016
Créances à vue	29 937	195 620	225 557	312 472
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à vue	29 937	195 620	225 557	312 472
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	286 936	300	287 236	467 398
Créances rattachées	1 412	0	1 412	4 054
Total à terme	288 348	300	288 648	471 452
Créances douteuses	2	0	2	23
Provisions au 31/12/2016	-22	0	-22	-61
Dotations de l'exercice	-27	0	-27	-1
Reprises de l'exercice	47	0	47	40
Provisions au 31/12/2017	-2	0	-2	-22
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	318 285	195 920	514 205	783 924

Echéancier au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	287 236	30 542	51 153	205 541	0

D) Opérations avec la clientèle (actif)

En milliers d'euros	France				Succursales	Total 2017	Total 2016
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	49 996	321 082	3 061	94 841	1 636 185	2 105 165	1 729 595
Encours douteux (1)	229	7 523	0	264	22 850	30 867	39 092
Provisions au 31/12/2016	0	-5 543	0	-161	-15 227	-20 931	-21 592
Dotations de l'exercice	0	-1 235	0	0	-10 363	-11 599	-6 971
Reprises de l'exercice	0	1 176	0	0	11 023	12 199	7 632
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2017 (1) (2)	0	-5 602	0	-161	-14 567	-20 331	-20 931
Encours nets	50 225	323 003	3 061	94 945	1 644 467	2 115 701	1 747 755
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	133	421	0	13	2 434	3 001	3 595
Encours totaux	50 359	323 424	3 061	94 958	1 646 901	2 118 702	1 751 350

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis France	4 928	-4 110	818
Douteux compromis Succursales	14 848	-11 419	3 429
Total douteux compromis	19 776	-15 529	4 247
Douteux non compromis France	3 089	-1 653	1 436
Douteux non compromis Succursales	8 002	-3 148	4 854
Total douteux non compromis	11 091	-4 801	6 290
Total	30 867	-20 330	10 536

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1 511 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances sur la clientèle	2 105 165	607 045	618 051	830 573	49 495

E) Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés	dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme (France)	53 637	19 356	34 281	158
Parts dans les entreprises liées (France)	313 405	0	313 405	254 497
Parts dans les entreprises liées (Succursales)	373	0	373	0
Parts dans les entreprises liées (Total)	313 778	0	313 778	254 497
Dotations en capital	265 390	0	265 390	0
Elimination des Opérations réciproques	-265 390	0	-265 390	0
Total 2017	367 415	19 356	348 059	254 654
Total 2016	374 016	21 690	352 326	258 916

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Parts dans les entreprises liées France	Parts dans les entreprises liées Succursales	Participations et autres titres détenus à long terme	Dotations en capital France	Elimination des opérations réciproques
Valeur brute au 31/12/2016	435 322	378 973	373	55 976	219 152	-219 152
Acquisitions de l'exercice	523	523	0	0	62 532	-62 532
Cessions de l'exercice	-6 404	-4 065	0	-2 339	-16 294	16 294
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Valeur brute au 31/12/2017	429 441	375 431	373	53 637	265 390	-265 390
Provisions au 31/12/2016	-61 306	-61 306	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	-720	-720	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2017	-62 026	-62 026	0	0	0	0
Valeur nette au 31/12/2017	367 415	313 405	373	53 637	265 390	-265 390
Valeur nette au 31/12/2016	374 016	317 667	373	55 976	219 152	-219 152

La liste des filiales, des participations et des principales sociétés dont BNP PARIBAS LEASE GROUP est l'associé indéfiniment responsable figure au point 6.E.III

Les principaux mouvements concernent :

- Acquisition des titres BNL Leasing SPA (Italie) pour 523 k€
- Cession des titres SAS CLAAS FINANCIAL SERVICES pour 4 065 k€
- Cession des titres SREI Infrastructure Financial Limited (SIFL) pour 2 334 k€

Concernant les provisions, les principaux mouvements sont :

- Dotation de 720 k€ sur les titres BNP PARIBAS Lease Group Rt (Hongrie)

G) Crédit bail, location avec option d'achat

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Crédit-Bail											
Immobilisations en Crédit-Bail mobilier France	1 050 790	254 676	-305 250	0	1 000 216	-646 543	-195 687	270 347	0	-571 883	428 333
Immobilisations en Crédit-Bail mobilier Succursales	1 004 258	547 489	-120 316	0	1 431 432	-341 708	-262 762	88 491	0	-515 978	915 453
Immobilisations en Crédit-Bail immobilier Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations en Crédit-Bail	2 055 049	802 165	-425 566	0	2 431 648	-988 250	-458 449	358 838	0	-1 087 861	1 343 786
Immobilisations en cours Crédit-Bail											
Immobilisations en cours Crédit-Bail France	2 673	41 496	-40 785	0	3 384	0	0	0	0	0	3 384
Immobilisations en cours Crédit-Bail Succursales	770	799	0	0	1 569	0	0	0	0	0	1 569
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	3 444	42 295	-40 785	0	4 954	0	0	0	0	0	4 954
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	2	0	-2	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	1	96	-8	0	89	0	0	0	0	0	89
Total des acomptes versés fournisseurs	3	96	-10	0	89	0	0	0	0	0	89
Total Immobilisations Crédit-Bail	2 058 495	844 556	-466 361	0	2 436 690	-988 250	-458 449	358 838	0	-1 087 861	1 348 829

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail France	59 214			0	50 832
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail Succursales	13 957			0	13 291
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	73 171			0	64 123
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail France	-43 184	-3 950	9 867	0	-37 267
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail Succursales	-13 096	-3 327	5 443	0	-10 979
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	-56 280	-7 277	15 311	0	-48 246
Créances rattachées Crédit-Bail					
Créances rattachées Crédit-Bail France	6 001			0	7 150
Créances rattachées Crédit-Bail Succursales	3 538			0	4 891
Total Créances rattachées Crédit-Bail	9 539			0	12 041
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	26 431			0	27 919

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	49 849	-36 719	13 130
Crédit-bail compromis Succursales	11 516	-10 474	1 043
Total crédit-bail compromis	61 365	-47 193	14 173
Crédit-bail non compromis France	983	-548	435
Crédit-bail non compromis Succursales	1 776	-506	1 270
Total crédit-bail non compromis	2 759	-1 053	1 705
Total crédit-bail	64 124	-48 246	15 878

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 18 237 k€ pour la France.

H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	3 383 160	957 288	-944 940	0	3 395 509	-1 923 907	-759 279	744 955	0	-1 938 231	1 457 278
Immobilisations patrimoine France	226	0	0	0	226	-103	0	-9	0	-112	114
Immobilisations en Location Simple Succursales	1 686 456	499 637	-341 978	0	1 844 115	-668 205	-377 230	245 878	0	-799 557	1 044 558
Total des immobilisations en Location Simple	5 069 842	1 456 926	-1 286 918	0	5 239 851	-2 592 215	-1 136 509	990 824	0	-2 737 900	2 501 951
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	150 498	0	-41 496	0	109 002	0	0	0	0	0	109 002
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	27 079	0	-10 963	0	16 116	0	0	0	0	0	16 116

Total des Immobilisations en cours Location Simple	177 578	0	-52 459	0	125 119	0	0	0	0	0	125 119
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	28	146	0	0	174	0	0	0	0	0	174
Acomptes versés fournisseurs Succursales	95	0	-86	0	9	0	0	0	0	0	9
Total des acomptes versés fournisseurs	124	146	-86	0	183	0	0	0	0	0	183
Total Immobilisations Location Simple	5 247 544	1 457 072	-1 339 463	0	5 365 153	-2 592 215	-1 136 509	990 824	0	-2 737 900	2 627 253

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	61 869			0	58 197
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	12 552			0	13 754
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	74 420			0	71 951
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-45 125	-16 153	18 589	0	-42 688
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-10 286	-7 215	5 220	0	-12 282
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-55 411	-23 368	23 809	0	-54 970
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	9 807			0	10 034
Créances rattachées Location Simple Succursales	5 875			0	3 393
Total Créances rattachées Location Simple	15 682			0	13 427
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	34 691			0	30 408

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	55 867	-41 664	14 203
Location simple compromis Succursales	12 231	-11 222	1 010
Total location simple compromis	68 099	-52 886	15 213
Location simple non compromis France	2 330	-1 024	1 306
Location simple non compromis Succursales	1 523	-1 060	463
Total location simple non compromis	3 853	-2 084	1 769
Total location simple	71 951	-54 970	16 982

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 27 567 k€ pour la France.

I) immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros

Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Fonds de commerce France	476	0	0	0	476
Droit au bail et droit d'entrée France	580	0	0	0	580
Frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Logiciels France	104 661	3 858	0	0	108 519
Immobilisations incorporelles en cours France	3 284	0	-318	0	2 966
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	2 694	0	0	0	2 694
Logiciels Succursales	9 030	205	0	0	9 236
Valeur brute	120 724	4 064	-318	0	124 470
Amortissements Droit d'entrée France	-24	0	0	0	-24
Amortissements frais d'établissements France	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels France	-97 852	-5 009	0	0	-102 861
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	-1 616	-539	0	0	-2 155
Amortissements Logiciels Succursales	-4 532	-1 284	0	0	-5 816
Amortissements	-104 025	-6 832	0	0	-110 857
Valeur nette	16 699	-2 768	-318	0	13 614

En milliers d'euros

Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Terrains France	301	0	0	0	301
Constructions France : dont	10 068	1 093	0	0	11 161
Gros œuvre France	3 156	0	0	0	3 156

Façade France	1 728	0	0	0	1 728
Agencement IGT France	4 237	1 093	0	0	5 330
Agencements IAS France	947	0	0	0	947
Appartement Adju France	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations France	14 317	1	-3 033	0	11 285
Matériel informatique France	29 435	1 546	0	0	30 981
Matériels et mobiliers de Bureau France	8 953	119	-688	0	8 384
Matériels de transport France	8	0	0	0	8
Matériel et outillage France	32	0	0	0	32
Œuvres d'art France	24	0	0	0	24
Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours France	680	0	-96	0	584
Agencements, aménagements et installations Succursales	739	84	0	0	824
Matériel informatique Succursales	4 470	370	0	0	4 840
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	2 183	164	-11	0	2 336
Valeur brute	71 213	3 377	-3 829	0	70 761
Amortissements Constructions France dont :	-6 383	-266	0	0	-6 649
Gros œuvre France	-1 142	-110	0	58	-1 195
Façade France	-984	-156	0	98	-1 041
Agencement IGT France	-3 311	0	0	-156	-3 466
Agencements IAS France	-947	0	0	0	-947
Amortissements Agencements France	-14 157	0	3 005	0	-11 152
Amortissements Matériel informatique France	-27 559	-1 706	0	0	-29 265
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau France	-8 742	-29	621	0	-8 150
Amortissements Matériels de transport France	-8	-96	96	0	-8
Amortissements Matériel et outillage France	-32	0	0	0	-32
Provisions Titres et avances des SCI France	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	-315	-74	0	0	-389
Amortissements Matériel informatique Succursales	-3 986	-232	0	0	-4 217
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-1 600	-117	11	0	-1 707
Amortissements	-62 783	-2 520	3 733	0	-61 570
Valeur nette	8 430	857	-96	0	9 191

J) autres actifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination Opérations réciproques	Total 2017	Total 2016
Autres débiteurs divers (1)	52 212	9 968	0	62 180	33 243
Débiteur Succursales BPLG	9 181	0	-9 181	0	0
Impôt société (2)	5 986	5 641	0	11 627	26 916
Impôt différé actif	16 381	30 941	0	47 321	48 406
Acompte fournisseurs	34	0	0	34	2 806
Dépôts et cautionnements	296	58	0	354	402
Etat autres Impôts et taxes (3)	18 956	35 953	0	54 909	73 468
Stock de Matériel	0	0	0	0	0
Provision pour dépréciation des stocks	0	0	0	0	0
Comptes débiteurs divers douteux	888	419	0	1 307	644
Provisions au 31/12/2016	-168	-63	0	-232	-209
Dotations de l'exercice	-550	-1 189	0	-1 739	-260
Reprises de l'exercice	378	975	0	1 353	238
Provisions au 31/12/2017	-340	-277	0	-617	-232
Total	103 592	82 703	-9 181	177 114	185 654

(1) L'augmentation de ce poste s'explique principalement par une hausse des créances au titre des refacturations aux filiales

(2) La baisse de ce poste est due à une diminution du 4ème acompte d'Is de 2017

(3) La baisse de ce poste concerne principalement la diminution du crédit de TVA de la succursale Italienne pour un montant de 14 234 k€

K) Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Produits à recevoir (1)	39 216	806	40 023	15 240
Appel en risques à recevoir BNPP	1 190	0	1 190	2 061
Charges à répartir	270	0	270	1 045
Valeurs à l'encaissement	6 201	9 016	15 216	10 283
Charges constatées d'avance	1 933	496	2 428	2 843
Autres	9 278	54 830	64 108	56 941

Total	58 088	65 148	123 236	88 415
-------	--------	--------	---------	--------

(1) L'augmentation du poste produit à recevoir est liée principalement au montant des mandats de gestion du deuxième semestre 2017 à facturer aux entités du servicing soit 19 661 k€

Ce poste comprend également le produit à recevoir au titre de la contribution sur les revenus des dividendes distribués au titre de l'exercice 2016 non encore reçu pour un montant de 3 340 k€.

L) Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Comptes et emprunts à vue	570	1 063	1 633	860
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	570	1 063	1 633	860
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance (1)	96 686	1 653 720	1 750 406	1 850 772
Dettes rattachées	126	2 719	2 846	4 745
Total à terme	96 812	1 656 439	1 753 252	1 855 517
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	97 382	1 657 502	1 754 884	1 856 377

(1) Ce poste comprend principalement les emprunts souscrits par notre succursale allemande auprès de BNP PARIBAS succursale de Francfort.

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 750 406	337 158	607 369	783 961	21 918

M) Opérations avec la clientèle (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Comptes à vue	70 914	102 265	173 179	139 892
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	70 914	102 265	173 179	139 892
Comptes à terme (1)	2 733 057	1 758 509	4 491 566	4 118 300
Dettes rattachées	343	3 008	3 351	3 110
Total à terme	2 733 400	1 761 516	4 494 916	4 121 410
Total des opérations avec la clientèle	2 804 314	1 863 781	4 668 095	4 261 302

(1) Ce poste comprend principalement les emprunts souscrits par l'ensemble des pays auprès de BPLS Luxembourg à l'exclusion de l'Allemagne.

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	4 491 566	628 453	1 245 189	2 606 596	11 328

N) Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	Total 2017	Total 2016
Titres de créances négociables	10 000	10 000
Dettes rattachées	0	0
Total Titres de créances négociables	10 000	10 000

La société BPLG a émis des titres de créances négociables (TCN) pour une valeur nominale de dix millions d'euros (10 000 000 €) en mars 2017.

O) Autres passifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination des opérations réciproques	Total 2017	Total 2016
Etat et Organismes sociaux	22 735	538	0	23 274	33 098
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	37 320	30 789	0	68 109	75 208
Clients et tiers acquéreurs (1)	18 951	7 310	0	26 260	54 164
Fournisseurs divers	0	0	0	0	0
Impôt société	1 274	8 612	0	9 885	12 943
Impôt différé passif	1 876	13 042	0	14 918	23 200
Participation	2 439	0	0	2 439	2 751
Crédits succursales	0	9 181	-9 181	0	0
Dépôts de garantie	4 945	2 741	0	7 685	6 628
Retenues de garantie sur affacturage	0	0	0	0	0

Frais de personnel	0	-1	0	-1	-1
Autres	1 650	6 292	0	7 942	6 799
Total	91 189	78 504	-9 181	160 512	214 791

(1) La diminution de ce poste est principalement liée à la baisse des dettes sur l'apporteur ECONOCOM soit 27 295 k€

P) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Produits perçus d'avance (1)	44 118	42 989	87 107	83 348
Charges à payer	84 474	49 681	134 155	121 807
Autres	1 951	60 666	62 616	49 993
Comptes d'encaissement	6 460	15 778	22 238	22 264
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
Total	137 002	169 114	306 116	277 413

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail :

de L.O.A. et de location simple pour un montant de 40 162 k€ au 31 décembre 2017 pour la France et 15 318 k€ pour les succursales.

Q) Provisions

En milliers d'euros	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	13 291	220	-243	0	0	13 268
Provisions pour retraites Succursales	2 135	80	0	0	-116	2 099
Provisions pour impôts France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France (1)	4 627	201	-245	0	0	4 583
Provisions pour litiges Succursales	20	0	-20	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	152	0	0	0	0	152
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	3 061	0	-567	0	0	2 494
Provisions pour charges diverses France (2)	11 042	11 185	-2 997	-1 858	-637	16 736
Provisions pour charges diverses Succursales (3)	755	39 724	-868	0	211	39 823
Total	35 083	51 410	-4 939	-1 858	-542	79 155

(1) La provision pour litiges au 31 décembre 2017 se décompose en :

- une provision pour impôt de 4 000 k€

- une provision pour litige prud'homal de 583 k€ (elle a fait l'objet d'une dotation complémentaire de 201 k€, et d'une reprise pour 218 k€ sur l'année 2017).

(2) La provision sur moins-values latente sur instruments financiers a fait l'objet d'une hausse de 2964 k€

(3) Dont 39 520 k€ au titre de la provision comptabilisée en 2017 pour couvrir la charge relative à l'estimation du cut off des succursales

R) Capitaux propres

1) Capital

Au 31 décembre 2017, le capital social de BNP PARIBAS LEASE GROUP s'élève à 285 079 248 euros composé de 17 817 453 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les provisions pour investissement de 2 221 k€ ont été totalement reprises sur 2017.

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de crédit-bail ou de location simple. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements soit 44 k€.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	285 079	0	0	0	0	285 079
Capital Succursales	219 152	0	0	0	0	0
Annulation des opérations réciproques	-219 152	0	0	0	0	0
Réserve légale	28 508	0	0	0	0	28 508
Autres réserves	6 991	0	0	0	0	6 991
Provisions réglementées	2 221	0	0	0	-2 221	0
Subventions d'investissement	44	0	0	0	0	44
Report à nouveau	39	172 062	-171 938	0	0	162
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	172 062	-172 062	0	162 628	0	162 628
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	494 945	0	-171 938	162 628	-2 221	483 413

4) Résultat dilué par action et résultat par action

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	100,05
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	9,13
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	9,13

4. Notes sur le hors bilan

a) Engagements de hors bilan

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Engagements donnés	513 370	160 588	673 958	764 492
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	9 000	0	9 000	4 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	486 396	160 289	646 685	733 657
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	501	299	800	5 840
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements sur les produits dérivés	17 473	0	17 473	20 995
Engagements reçus	266 711	540 772	807 484	583 955
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	105 000	0	105 000	105 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	26 700	26 700	54 050
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	40 754	21 943	62 696	65 097
Engagements de garantie reçus de la clientèle (2)	120 958	492 129	613 087	359 808

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 524 k€ pour la France et 46 k€ pour les succursales.

(2) La hausse de ce poste est liée à la comptabilisation des engagements de garantie reçus au titre des opérations de Wholesale pour un montant de 237 712 k€ dont 74 547 k€ pour la France et 163 135 k€ pour les succursales.

5. Notes sur le compte de résultat

Informations sectorielles

En milliers d'euros	France	Succursales				Total 2017
		Allemagne	Italie	Espagne	Portugal	
Produit net bancaire	366 696	61 739	29 109	19 102	6 509	483 156
Charges générales d'exploitation	-230 298	-36 185	-28 282	-6 219	-4 615	-305 599

A) produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	Total 2017 Produits	Total 2017 Charges	Total 2016 Produits	Total 2016 Charges
Opérations avec Etablissements de crédit France	10 332	5 271	15 267	13 249
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	814	8 460	228	12 085
Opérations avec la clientèle France	5 513	22 328	4 640	25 482
Opérations avec la clientèle Succursales	42 096	15 461	41 984	14 985
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	6	0	15
Dotations aux provisions France	-34	0	10	0
Reprises de provisions France	61	0	40	0
Dotations aux provisions Succursales	-255	0	36	0
Reprises de provisions Succursales	683	0	360	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-316	0	-229	0
Total	58 893	51 527	62 335	65 817

B) Produits et charges sur opérations de crédit bail**a) Produits sur opérations de crédit-bail**

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Loyers	256 076	335 513	591 588	519 891
Reprise de provisions de dépréciation	2 122	2 392	4 514	4 606
Plus-values de cession	11 116	34 640	45 755	35 034
Indemnités de résiliation	4 387	3 793	8 179	9 828
Produits divers	5 890	7 502	13 392	11 160
Dotations aux provisions	-3 950	-3 327	-7 277	-8 494
Créances passées en perte sur l'exercice	-7 526	-3 950	-11 477	-13 399
Reprises de provision	9 867	5 443	15 311	18 970
Récupérations sur créances amorties	1 669	41	1 710	2 414
Total	279 649	382 046	661 695	580 011

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Dotations aux amortissements	193 294	258 495	451 789	380 299
Dotations aux provisions de dépréciation	2 393	4 267	6 660	4 008
Moins-values de cessions	15 751	66 843	82 594	57 452
Charges diverses	6 187	10 401	16 588	14 182
Total	217 625	340 006	557 631	455 941

C) Produits et charges sur opérations de locations simples**a) Produits sur opérations locations simples**

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Loyers	803 487	443 264	1 246 751	1 222 900
Reprise de provisions de dépréciation	8 860	5 325	14 186	14 218
Plus-value de cessions	73 846	60 854	134 700	247 915
Indemnités de résiliation	18 198	6 562	24 760	26 909
Produits divers	10 108	4 392	14 499	15 567
Dotations aux provisions	-16 153	-7 215	-23 368	-25 885
Créances passées en perte sur l'exercice	-15 876	-3 911	-19 787	-23 276
Reprises de provision	18 589	5 220	23 809	28 124
Récupérations sur créances amorties	12	395	407	547
Total	901 072	514 885	1 415 957	1 507 019

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Dotations aux amortissements	751 912	371 357	1 123 269	1 089 759
Dotations aux provisions de dépréciation	7 376	5 873	13 249	13 464
Moins-values de cessions	38 745	64 536	103 280	223 911
Charges diverses	4 183	2 301	6 484	6 201
Total	802 215	444 067	1 246 282	1 333 335

D) Revenus de titres à revenu variable

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Parts dans les entreprises liées (1)	85 203	1 628	86 831	81 347
Participations et autres titres à long terme (2)	1572	0	1 572	0
Dotations/reprises	0	0	0	0
Total	86 775	1 628	88 403	81 347

(1) Parts dans les entreprises liées

<i>BNP Paribas Lease Group PLC</i>		<i>44 343 k€</i>
<i>CLAAS FINANCIAL SERVICES</i>		<i>18 636 k€</i>
<i>BNPP Leasing Solutions</i>		<i>9 203 k€</i>
<i>ARTEGY SAS</i>		<i>4 808 k€</i>
<i>Manitou Finance Ltd</i>		<i>3 310 k€</i>
<i>APROLIS FINANCE SAS</i>		<i>1 734 k€</i>
<i>MFF</i>		<i>1 595 k€</i>
<i>BNP PARIBAS LEASE GROUP SP.ZO.O.</i>		<i>1 216 k€</i>
<i>SAME DEUTZ FAHR FINANCE</i>		<i>215 k€</i>
<i>ALL IN ONE VERMIETUNG GMBH</i>		<i>144 k€</i>
<i>BNP PARIBAS RENTAL SOLUTIONS SPA</i>		<i>1 628 K€</i>

(2) Participations et autres titres à long terme

<i>JIANGSU FINANCIAL LEASING CO LTD</i>		<i>1 406 k€</i>
<i>SREI Infrastructure Financial Limited</i>		<i>166 k€</i>

E) Commissions

En milliers d'euros	Total 2017		Total 2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	718	0	600	0
Opérations avec la clientèle France	0	42	0	6
Opérations avec la clientèle Succursales	47	555	114	542
Opérations Affacturage France	0	2 869	0	2 097
Opérations Affacturage Succursales	0	9 902	0	8 512
Prestations de services financiers France	259	421	300	1 021
Prestations de services financiers Succursales	191	0	143	0
Total	1 216	13 788	1 158	12 178

F) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	Total 2017	Total 2016
Sur opérations de change France	3	3
Sur opérations de change Succursales	33	63
Total	35	66

G) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

Néant

H) Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	Total 2017		Total 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	140 230	0	131 192	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	13 620	0	12 410	0
Autres produits ou charges d'assurance France	4 779	680	4 915	412
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	1 530	0	1 445	0
Quote part des subventions virée au compte de résultat	30	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun Succursales	0	70	144	0
Autres produits France	2 309	0	723	0
Autres produits Succursales	647	0	539	0
Dotations/Reprises provisions France	875	4 070	581	3 218
Dotations/Reprises provisions Succursales (1)	188	39 520	0	188
Autres charges France	0	15 754	0	14 736
Autres charges Succursales	0	3 003	0	2 351
Total	164 208	63 097	151 948	20 904

(1) Dotation aux provisions relative à l'estimation du cut off des succursales

I) Charges générales d'exploitation**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Salaires et traitements	74 713	22 720	97 432	95 155
Charges sociales	30 421	5 378	35 799	34 278
Charges de retraite	7 131	694	7 825	7 434
Participation	3 391	0	3 391	3 513
Intéressement	5 889	0	5 889	7 105
Autres charges connexes	1 858	495	2 353	2 325
Dot / Rep Provisions	32	171	203	1 181
Total	123 435	29 458	152 893	150 992

L'effectif moyen en France est de 1 445 personnes pour l'exercice 2017 et comprend : 487 non cadres et 958 cadres, et pour les succursales de 395 personnes (29 cadres et 366 non cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Dans les charges sociales, sont incluses les contributions aux œuvres sociales du Groupe.

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite et au placement des indemnités de départ à la retraite auprès de CARDIF.

Les charges connexes incluent en particulier les frais de formation du personnel et les taxes assises sur les salaires.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 152 706 k€ contre 134 661 k€ en 2016 (dont 45 843 k€ pour les succursales en 2017).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 295 k€ pour la France (dont 6 k€ au titre des services autres que la certification des comptes) et à 204 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars (371 k€) et PWC (129 k€).

J) Coût du risque

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Dotations aux provisions	-1 777	-11 298	-13 075	-7 386
Créances passées en perte sur l'exercice	-586	-5 076	-5 661	-3 514
Reprises de provision	1 539	11 316	12 855	7 686
Récupérations sur créances amorties	43	176	219	360
Dotations / Reprises pour risques	0	567	567	0
Total	-781	-4 314	-5 095	-2 853

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

K) Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Particip. et autres titres à long terme	Parts dans les entreprises liées	Sur immob. Corporelles et incorporelles	Sur dépréciation des autres actifs	Total 2017	Total 2016
Plus-value et reprises de provisions France (1)	1 208	9 619	0	0	10 827	158 495
Plus-value et reprises de provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Moins-value et dotations aux provisions France	-4	-720	0	0	-724	-160 278
Moins-value et dotations aux provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Total	1 204	8 899	0	0	10 103	-1 783

(1) Les plus-values sur cession concernent d'une part la cession des titres CFS pour 9 619 k€ et d'autre part la cession des titres SIFL pour 1 208 k€

L) Résultat exceptionnel

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par BNP Paribas Lease Group SA, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2017, BNP Paribas Lease Group n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

M) Impôt sur les sociétés

Depuis le 1er Janvier 2011, constitution d'un nouveau groupe fiscal composé d'Arius, d'Artégry, de Same Deutz Fahr finance et de BNP PARIBAS LEASE GROUP en tant que tête de groupe.

En milliers d'euros	France	Succursales	Total 2017	Total 2016
Impôt société	-8 292	-11 711	-20 003	-44 167
Impôt différé	-476	7 674	7 198	-5 344
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	1 600
Total	-8 768	-4 037	-12 805	-47 912

6. Autres informations**A) Informations relatives aux entreprises liées**

En milliers d'euros	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	Elimination des opérations réciproques	Total 2017
Actif				
Créances envers les établissements de crédit	316 938	181 407		498 345
Créances sur la clientèle	235 302	0		235 302
Actions et autres titres à revenu variable	366 432	348		366 780
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0		0
Obligations et autres titres à revenu variable	0	0		0
Autres Actifs	38 219	5 593		43 812
Comptes de régularisation actifs	34 659	46		34 705
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	92 374	1 626 415		1 718 789
Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle	2 733 400	1 761 516		4 494 916
Dettes représentées par un titre	0	0		0
Autres passifs	4 143	552		4 695
Comptes de régularisation passifs	6 731	28 356		35 087

Hors bilan				
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	9 000	0		9 000
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	60	250		310
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0		0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	105 000	0		105 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	26 700		26 700
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	35 659	19 737		55 396
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0		0

B) Proposition d'affectation des résultats**En euros**

Résultat de l'exercice	162 628 274,58
Report à nouveau	162 429,08
Total à répartir	162 790 703,66

En euros

Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	162 673 345,89
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	117 357,77
Total réparti	162 790 703,66

C) Comptabilité sociale et financière et consolidation

En tant qu'Etablissement de crédit, BNP PARIBAS LEASE GROUP, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros	Total 2017
Résultat comptable avant impôt	175 433
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-39 984
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	13 837
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-1 138
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	-4 182
CRC 2002-03	101
Divers	36 200
Résultat financier avant impôt au 31/12/2017	180 267

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de BNP PARIBAS LEASE GROUP au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	Total 2017
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	400 359
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-1 255
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	29 030
CRC 2002-03	-888
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2017	466 768
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	-1 321
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	465 447
Divers	100 847
Réserve financière brute au 31/12/2017	528 094

c) consolidation

BNP PARIBAS LEASE GROUP est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS S.A. dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 750009 Paris.

D) Evénements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

E) Information sur les filiales, participations et parts de société**Tableau des filiales et des participations****I. Renseignements détaillés (filiales dont la valeur brute excède 1% du capital de BNP PARIBAS LEASE GROUP) :**

(Art. 247 à 295 du décret sur les Sociétés commerciales)

(En milliers d'euros)

Société ou groupes de sociétés	Capital (31.12.2017)	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part de capital détenue en %age	Valeur comptable des titres détenus		Prêts & avances consentis par la sté et non remboursés	Montants des cautions, avals et autres engagements donnés par la sté	Chiffre d'affaires h.t. Du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos (31.12.2017)	Dividendes encaissés dans l'exercice
				Brute	Nette					
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu dans les sociétés) :										
Sociétés françaises										
ARTEGY	1 600	69 455	100,00%	33 200	33 200	0	0	109 669	4 798	4 808
Nanterre										
SAME DEUTZ FAHR	5 029	505	100,00%	5 032	5 032	0	0	4 645	108	215
FINANCE										
Nanterre										
CLAAS FINANCIAL	44 625	41 686	51,00%	22 883	22 883	99 922	0	244 622	28 563	18 636
SERVICE										
Nanterre										
MFF SAS	4 682	468	51,00%	13 085	13 085	4 200	0	48 787	3 755	1 595
Nanterre										
CNHI CAPITAL EUROPE	88 482	107 369	50,10%	44 334	44 334	20 900	0	690 068	35 048	0
Nanterre										
ARIUS	16 000	-180	100,00%	20 800	20 800	0	0	204 983	2 133	0
Nanterre										
Sociétés étrangères (1)										
BPLG PLC	380	165 939	100,00%	99 196	99 196	0	0		43 071	44 343
Wellington (gb)										
BPLG SP ZO.O	4 069	0	100,00%	4 043	4 043	0	0		1 195	1 216
Varsovie										
BPLG SA	3 900	7 692	100,00%	39 845	39 845	0	0		3 651	9 203
Bruxelles										
BPLG IFN	2 658	4 100	99,94%	3 198	3 198	0	0		4 202	0
Roumanie										
BPLG KFT	10	235	100,00%	4 920	900	0	0		247	0
Hongrie										
BPLG ZRT	161	1 245	100,00%						-745	0
Hongrie										
MANITOU FINANCE	8 182	8 604	51,00%	5 022	5 022	0	0		3 961	3 310
LIMITED										
GB										
B. Participations (détention entre 10 et 50%) :										
Sociétés françaises										
Sociétés étrangères (1)										
BPLG SPA	204 432	-9 598	26,17%	74 083	17 083	0	0		-11 760	0
Milan (2)										

(1) Données auditées 2016.

(2) assimilé à une filiale d'après la réglementation bancaire

II. Renseignements globaux

(En milliers d'euros)

Société ou groupes de sociétés	Capital (31.12.2017)	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part de capital détenue en%age	Valeur comptable des titres détenus		Prêts & avances consentis par la sté et non remboursés	Montants des cautions, avals et autres engagements donnés par la sté	Chiffre d'affaires h.t. Du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos (31.12.2017)	Dividendes encaissés dans l'exercice
				Brute	Nette					
A. Filiales non reprises au paragraphe I :										
a) filiales françaises				1 710	1 710	0	0			1 734
APROLIS										
b) filiales étrangères				2 923	2 923	0	0			1 916
B. Participations non reprises au paragraphe I :										
a) dans les stés françaises				158	158	0	0			0
OSEO										
b) dans les stés étrangères				523	523	0	0			0
BNL leasing SPA										

III. BNP PARIBAS LEASE GROUP est associé indéfiniment responsable des sociétés suivantes :

Siège social à NANTERRE : GIE Les jeunes bois.

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

(art.133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2017	2016	2015	2014	2013
1) capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	285 079 248	285 079 248	285 079 248	285 079 248	285 079 248
Nombre d'actions ordinaires existantes	17 817 453	17 817 453	17 817 453	17 817 453	17 817 453
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
2) opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 402 909	2 409 877	2 138 399	2 167 778	2 278 374
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 798 846	1 703 196	1 588 118	1 592 950	1 644 135
Impôts sur les bénéfices	12 805	49 512	62 589	60 785	91 933
Participation des salariés due au titre de l'exercice	3 391	3 513	2 494	1 849	2 375
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	162 628	172 062	73 895	147 233	105 210
Résultat distribué	162 673	171 938	111 359	147 172	103 698
3) résultats réduits à une seule action ajustée					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	100,05	92,62	85,51	85,89	86,98
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	9,13	9,66	4,15	8,26	5,90
Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôts non compris)	9,13	9,65	6,25	8,26	5,82
4) personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 840	1 784	1 727	1 595	1 579
Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	97 515	92 053	86 950	78 756	77 040
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales etc ...) (en milliers d'euros)	43 624	41 712	39 909	34 340	35 327

V.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels correspondent à des procédures convenues réalisées par le cabinet Mazars.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit*(Se référer aux notes 2C, 2E, 3D, 3O et 3H de l'annexe aux comptes annuels)*

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. est exposée au risque de crédit.</p> <p>BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux. - statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2017, le montant total des créances exposées au risque de crédit s'élève à 6 276,7 millions d'euros; le montant total des dépréciations s'élève à 123,5 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3D, 3G et 3H des Annexes aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé en date d'arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des indicateurs de dépréciation, - la classification des expositions en créances douteuses, - le suivi et la valorisation des garanties, - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. - avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique, - en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

Valorisation des titres de participations*(Se référer aux notes 2D et 3F de l'annexe aux comptes annuels)*

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Les postes « participations et autres titres détenus à long terme » et « parts dans les entreprises liées » représentent un total net de 367 415 milliers d'euros comme indiqué dans les notes 2D et 3F.</p> <p>Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recours à l'actif net réévalué; - le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles; - le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini. <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées.</p> <p>Nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue; - analyse technique de la construction des modèles de valorisations et revue des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus; - revue des éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient en ligne avec les plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux titres de participation.</p>

Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière;

ainsi un point clé de l'audit.

En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.

- évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ;
- examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles ;
- revue d'un échantillon d'écritures manuelles.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le l'apport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS LEASE GROUP S.A. par l'assemblée générale du 19 mai 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 21 mars 1963 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 55ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations

fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons un rapport au comité des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme-de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018
Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot
Associé

MAZARS
Claire Gueydan
Associée

Virginie Chauvin
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de BNP PARIBAS LEASE GROUP, sis au 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.